LES GUERRES DE L'HISTOIRE DU CANADA VALENT DE L'OR POUR LES VULGARISATEURS DU PASSÉ

RANDY BOSWELL est professeur de journalisme à l'Université Carleton et rédacteur principal à Postmedia News. En 2003, il a lancé une campagne nationale visant à générer des reportages à saveur historique. En 2006, il a été sélectionné par la Société d'histoire du Canada pour le Prix Pierre Berton de vulgarisation de l'histoire canadienne.

RÉSUMÉ

Les débats sur la façon dont l'histoire du Canada devrait être rédigée et présentée au public offre d'importantes opportunités aux journalistes et autres « vulgarisateurs » de démontrer que – indépendamment des conflits ou controverses scientifiques au sujet de politiques gouvernementales – le passé du pays regorge de récits fascinants.

Au cours des dernières années, le thème de l'histoire canadienne a souvent été discuté en termes de plaintes, de critiques et même de cris du cœur. Nous l'avons oubliée. Nous l'avons abusée. Nous l'avons même tuée, comme l'a allégué l'historien célèbre Jack Granatstein dans son livre qui portait sur l'éclatement de l'histoire canadienne en morceaux déchiquetés de mémoire. Pour ce dernier, la montée de l''histoire sociale' semblait élever les aspects racistes, impérialistes et brutaux de notre histoire nationale au-dessus de la chronique traditionnelle unificatrice de progrès politique, et de succès économique et social d'un pays réussi.

Ce débat s'est accentué au cours de la dernière année, sur plusieurs nouveaux fronts. La commémoration robuste par le gouvernement conservateur fédéral de la guerre de 1812 a reçu des dizaines de millions de dollars en financement, a reçu une promotion publique sans précédent par l'entremise de pièces de monnaie spéciales, de timbres et de publicités télévisées, et a gagné l'attention de haut niveau du Premier ministre Stephen Harper à de nombreuses reprises.

Mais le bicentenaire a également suscité des accusations de l'opposition argumentant que la commémoration constante du conflit de trois ans consistait beaucoup plus à soutenir un *rebranding* de style « nation guerrière » de notre identité nationale qu'à éduquer sur un conflit largement oublié en Amérique du Nord.

Pendant ce temps, le gouvernement a également annoncé – comme projet phare pour le 150e anniversaire de la Confédération en 2017 – le projet de transformation

du Musée canadien des civilisations en Musée canadien de l'Histoire. L'initiative a reçu des éloges de certains historiens et écrivains éminents de l'histoire du pays – Granatstein et la biographe Charlotte Gray par exemple – tout en alimentant un sentiment d'inquiétude, à la Société historique du Canada, à l'Association canadienne des professeurs d'université et ailleurs, par rapport aux motifs idéologiques non-dits se cachant derrière ces changements.

Questionnant l'effacement du mandat du musée de favoriser « la compréhension critique », la SHC a publié une déclaration en décembre dernier arguant que « la compréhension critique doit être un objectif de l'institution remaniée basée à Gatineau », pour encourager les visiteurs à considérer les perspectives multiples et l'analyse critique et doit présenter des textes et des affichages qui remettent en question les grands récits, plutôt que de simplement vénérer des héros nationaux.

La SHC a également mis le gouvernement en garde contre l'adoption d'une vision de l'histoire qui « met l'accent sur les dates, les événements, les héros et les trames narratives », insistant sur le fait que « l'écriture et l'enseignement de l'histoire canadienne ont résolument tourné le dos à une telle perspective unidimensionnelle de notre passé, principalement parce que celle-ci laisse de côté l'expérience de la grande majorité de la population canadienne ».

Pendant ce temps, les compressions budgétaires et les réductions de services à Bibliothèque et Archives Canada et à Parcs Canada ont attiré les foudres des défenseurs de la recherche, de la préservation et de la présentation historiques. Ces points chauds ont également alimenté la suspicion qu'un gouvernement fédéral qui tient à célébrer certains aspects de l'histoire du Canada asphyxie simultanément les principales institutions qui protègent les sites du patrimoine et soutiennent la recherche académique novatrice.

Le Ministre du patrimoine James Moore et d'autres ont rejeté à plusieurs reprises de telles accusations, insistant sur le fait que les musées nationaux et d'autres organismes patrimoniaux sont simplement frappés de la même hache budgétaire que tous les autres ministères fédéraux – et dans certains cas avec moins de succès. Les conservateurs au pouvoir, Moore a insisté, sont les plus grands champions de l'histoire du Canada que la Colline parlementaire ait jamais vu – et la longue liste des anniversaires qu'ils souhaitent marquer, du bicentenaire de la naissance de Macdonald en 2015 jusqu'à l'imminent 100e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale en 2014, sont offerts à titre de preuve de cet engagement.

Harper lui-même écrit un livre sur l'histoire du hockey professionnel, ce qui pourrait impressionner certains si ces derniers ne s'inquiétaient pas du fait que des grands moments sportifs de l'histoire du Canada pourraient bientôt lutter contre les baleiniers basques du 16e siècle ou la grève générale de Winnipeg pour un espace au Musée canadien de l'histoire.

Bref, l'histoire du Canada demeure, longtemps après la publication de l'ouvrage *Who Killed Canadian History?* il y a 15 ans, un sujet controversé. Ce n'est pas seulement les points bien connus de discorde dans le contenu du passé qui sèment le trouble – l'assujettissement européen des peuples autochtones; l'exécution de Louis Riel, le bombardement de civils allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, et ainsi de suite. C'est aussi le cadre institutionnel et scientifique dans lequel nous apprenons ces épisodes troublants – et tout le reste de notre grande saga nationale – qui continue à susciter le débat, la discussion et la dissidence.

Pour un journaliste, avec l'objectif quelque peu excentrique de faire de l'histoire du Canada un sujet de manchettes, tout ce que je peux dire, c'est : « Je suis prêt ! »

Lorsqu'il s'agit des débats sur la façon dont l'histoire canadienne est écrite ou enseignée – ou voire même enseignée dans certaines provinces – le débat entre les historiens, les enseignants, les *think-tanks* et les politiciens s'avère fructueux d'un point de vue journalistique, peu importe le résultat.

Le conflit attire l'attention d'un journaliste de la manière qu'une souris qui se trémousse attire celle d'un chat : nous bondissons. Et puis toute une gamme de possibilités entre en jeu lorsque les experts se lancent dans une discussion à savoir quelles histoires méritent d'être racontées et lorsque le public lui aussi se joint à la conversation ou au débat.

Ces débats créent des ouvertures pour rappeler aux citoyens tout ce que vous désirez leur rappeler : le traité de Jay de 1794, la Bataille de Queenston Heights de 1812, l'évasion de Josiah Henson vers le Canada par le chemin de fer clandestin en 1830, le refus du *Komagata*

Maru de 1914, le bombardement de Dresde de 1945, le rapatriement de la Constitution de 1982.

L'une des idées derrière ma mission, vieille de 10 ans, de faire de l'histoire matière à manchettes, c'est afin que les Canadiens puissent bénéficier de rappels périodiques dans la presse populaire sur les événements, les personnages et les enjeux de l'histoire canadienne qu'ils peuvent n'avoir que fugitivement rencontrés dans les manuels scolaires il y a de cela des années ou même des décennies. Mais le journalisme – y compris les éditeurs qui défendent l'adhésion de la profession à certaines valeurs du monde des nouvelles – exige la production d'histoires qui présentent une pertinence contemporaine et qui possèdent une capacité de susciter l'intérêt du public par le biais de nouveaux développements. Et avec ces nouvelles découvertes de recherche, les réinterprétations, les débats sur les sites du patrimoine en ruine, les hommages nouvellement érigés aux héros de guerre et l'apparition d'objets historiques remarquables sur des sites archéologiques ou aux enchères, bref la matière à manchette, les querelles qui prennent parfois place parmi les défenseurs, les administrateurs et les chroniqueurs de l'histoire contribuent à justifier la couverture médiatique. Plus largement, ces débats sont un rappel que beaucoup d'histoires du passé de ce pays méritent d'être ressuscitées et partagées.

Y avait-t-il trop d'hommages triomphaux pour les hommes blancs aux favoris touffus avant que la révolution sociale historique change les choses, en ajoutant une certaine texture – et des couleurs – sur la toile ? Sans doute.

Y a-t-il eu une étreinte trop ardente des marginalités historiques depuis, au détriment d'approches plus cohérentes, chronologiques, englobant les récits nationaux ? Sans doute.

Les reporters n'ont pas besoin de décider. Mais ce dont ils ont besoin – et ce dont le public qui lie/regarde/écoute/surfe a besoin aussi – sont que les principaux acteurs dans le grand débat de l'histoire canadienne continuent de croire profondément à leurs arguments, qu'ils continuent de présenter de nouvelles histoires sur le passé à l'appui d'un point de vue ou d'un autre, et de continuer à lutter pour la protection du patrimoine, à rechercher des bateaux coulés, à faire la lumière sur les contes perdus, à célébrer les grandes étapes, à réécrire le canon ou à raconter les classiques –tout cela est important.

Pour les citoyens qui aiment histoire (y compris les journalistes amateurs d'histoire, comme moi), l'effet principal de toutes ces attaques et contre-attaques sur la façon dont nous faisons l'histoire est une prise de conscience que ce pays a effectivement un passé riche aux multiples facettes, que c'est important pour le présent et l'avenir de la nation, et que ce passé peut être au moins aussi intéressant et divertissant que la télé-réalité.

Les arguments contentieux produisent des contre-arguments contentieux, ce qui alimente des échanges sur l'histoire plus animés que ce que les générations précédentes de Canadiens ont pu voir. Et la substance de ces débats – que l'on parle trop ou trop peu de la taxe d'entrée des chinois, si des excuses pour les internements guerre des Ukrainiens ou des Italiens sont justifiées ou non –expose au moins les Canadiens à certains coins poussiéreux de l'histoire qui autrement continueraient d'être négligés.

C'est un peu comme lorsque l'Institut Historica-Dominion dénonce la connaissance ténue des Canadiens de grands faits du passé du pays – y compris le nom du premier PM (voir la réponse au paragraphe suivant). L'argument principal de l'Institut est que nos systèmes scolaires semblent ne pas enseigner certains principes fondamentaux de l'histoire du Canada, mais au moins ces faits oubliés passent sous le projecteur momentanément grâce à la publication des résultats de l'enquête.

Il semble prudent de dire que plus de gens en connaissent plus qu'auparavant sur la honte de la Déportation des Acadiens, sur la réponse froide du Canada en 1939 au navire de réfugiés juifs St. Louis, sur les pensionnats et sur le Bomber Command. Et ils en savent plus, ainsi, sur l'héroïsme de la crête de Vimy, sur l'expédition Franklin et la guerre de Corée, sur Louis Riel, sir John A. Macdonald et – oui – sur le Bomber Command.

La bravoure, l'horreur, tout le bataclan.

L'histoire du Canada est plus grande maintenant, mieux à même de couvrir les scénarios multiples et parfois contradictoires qu'elle inspire. Et elle s'est avérée être, par-dessus tout, remplie de récits fascinants : glorieux, tragiques, surprenants, dérangeants, réconfortants, drôles et – bien sûr – complexes.